



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Sous-Commission Consultative Départementale d'Accessibilité  
Service SERBC  
Unité Accessibilité

Arras, le 12/02/2024

**PROCES VERBAL  
portant avis de la Sous-Commission Consultative Départementale d'Accessibilité  
Séance du 12/02/2024**

Commune : ARRAS

Pétitionnaire : CCIL ARTOIS ARRAS/CCI HDF - M. BERNALICIS Victor

Établissement : LIEU DE FORMATION ET BUREAUX - CCI

Catégorie : 3      Dossier : PC 62 041 23 00049

- ☐ Autorisation de travaux
- ☒ Permis de construire
- ☐ Demande de dérogation(s) Accessibilité  
Dérogation(s) numéro(s)
- ☐ Visite avant ouverture Accessibilité

Nombre de cases cochées : 1

Vu pour être annexé à notre arrêté  
en date de ce jour,  
ARRAS, le :

01 MARS 2024



Pour le Maire et par délégation,  
L'Adjoint au Maire,  
David BOURGEOIS

**Avis de la Commission : FAVORABLE**

*Merci de bien vouloir notifier cet avis au pétitionnaire.*

**Pour toute question :**

Permanence téléphonique au 03 21 22 99 99

le mardi et le jeudi de 14h à 16h

le vendredi de 9h30 à 11h30

Courriel : [ddtm-accessibilite@pas-de-calais.gouv.fr](mailto:ddtm-accessibilite@pas-de-calais.gouv.fr)

Pour le préfet et par subdélégation du directeur  
départemental des territoires et de la mer  
La présidente de séance

Christine RUBIN

### **BASE RÉGLEMENTAIRE :**

- **Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)** et notamment les articles L161-1 à L164-3 et R.122-5 à R.122-21 et R.161-1 à R.164-6
- **Extrait de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005** pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées relatif au cadre bâti.
- **Arrêté du 11 septembre 2007** relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.
- **Arrêté du 8 décembre 2014 modifié** fixant les dispositions prises pour l'application des articles du CCH et de l'article 14 du décret n°2006-555, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public.
- **Arrêté du 15 décembre 2014 modifié** fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation
- **Arrêté du 20 avril 2017 modifié** fixant les dispositions prises pour l'application des articles du CCH relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP et des IOP lors de leur construction ou de leur création.

<b>Descriptif du projet et du bâtiment</b>
<p>Le projet consiste en la réhabilitation de l'ancien bâtiment de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat en centre de formation et de bureaux.</p> <p>Le bâtiment est un R+2 avec sous-sol dont les niveaux sont accessibles par des escaliers et un ascenseur.</p> <p>Le sous-sol accueille la cafétéria, le rez-de-chaussée et le R+1 seront occupés par l'organisme de formation ; quant au R+2, ce sera un plateau livré brut.</p> <p>Le projet avait reçu un avis défavorable lors de la S.C.M.A. du 09/01/2024.</p>
<b>Préambule général</b>
<p>Le pétitionnaire doit se conformer au respect des dispositions techniques de l'arrêté du 8 décembre 2014.</p>
<b>Autorisation de travaux ou permis de construire</b>
<p>Le pétitionnaire devra se conformer au respect des documents produits à l'appui de sa demande.</p>

Chaque établissement recevant du public doit constituer un registre public d'accessibilité, consultable par le public sur place au principal point d'accueil accessible de l'établissement, éventuellement sous forme dématérialisée. Pour plus d'informations :

[https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#scroll-nav\\_5](https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#scroll-nav_5)

Pour tout permis de construire, à l'issue des travaux, le maître d'ouvrage doit faire établir une attestation par un contrôleur technique (bureau de contrôle) titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte (conformément aux articles R.122-5 et R.122-30 du Code de la construction et de l'habitation)  
Cette attestation doit être adressée au maire ou à l'autorité ayant délivré le permis de construire afin d'obtenir la conformité pour l'autorisation d'ouverture de l'établissement.